



CGT IP 67

5 décembre 2024 : Résistons au démantèlement cynique de nos services publics !

Avec confiance et détermination, nous refusons de céder face à la casse orchestrée de la Fonction publique.

Depuis plusieurs années, un projet méthodique s'attaque à nos missions, à nos statuts, et au sens même de notre engagement dans l'intérêt général. L'objectif est clair : démanteler la Fonction publique pour la livrer aux intérêts privés. Cette stratégie avance à bas bruit, avec cynisme, mais elle est redoutablement efficace.

Le cynisme d'une stratégie organisée : fragiliser pour détruire

1- Asphyxier les moyens humains et financiers

- Suppressions de postes, gel des salaires, paupérisation des agent.e.s.
- SPIP exsangues : effectifs insuffisants, locaux inadaptés, outils obsolètes.

Résultat : des agent.e.s épuisé.e.s et des services publics incapables de répondre aux besoins.

2- Décrédibiliser la Fonction publique aux yeux des citoyen.ne.s

- Une inefficacité programmée par le manque de moyens.
- Des files d'attente interminables et des accompagnements réduits au minimum.

Résultat : on accuse les services publics d'être inutiles et coûteux, préparant leur privatisation.

3- Installer une logique de marché

- Externalisation rampante, multiplication des contrats précaires, gestion comptable des services.
- Une vision libérale et individualiste : le service public devient un privilège pour les plus fortunés.

Résultat : des services publics démembrés, livrés au profit et inaccessibles à celles et ceux qui en ont le plus besoin.

SPIP : au cœur de la casse sociale et de la privatisation

Les SPIP sont les victimes collatérales d'un choix politique délibéré :

- **Un tout-carcéral assumé** : le gouvernement préfère investir dans les prisons plutôt que dans des moyens humains pour réinsérer.

Résultat : des missions vidées de leur sens, des usager.ère.s abandonné.e.s et une récidive non maîtrisée.

- **Privatisation insidieuse des missions** : faute de recrutements, des pans entiers de nos activités sont externalisés : Le label qualité, présenté comme un outil d'amélioration, est devenu une justification pour confier nos missions à des prestataires privés. Des tâches essentielles, qui nécessitent expertise et formation, sont déléguées à des acteurs extérieurs motivés par la rentabilité.

Quel paradoxe ! Alors que nos métiers reposent sur des compétences, une éthique et une connaissance approfondie des publics, on les sacrifie sur l'autel du profit.

Nous ne sommes pas les exécutant.e.s d'une logique carcérale. Nous sommes des professionnel.le.s de la réinsertion, au service de la justice sociale et de la réduction de la récidive. Nous refusons de voir nos missions vidées de leur sens.

Arrêts maladie : un projet injuste et paradoxal

Dans cette logique de précarisation, le gouvernement va plus loin en envisageant de sanctionner les agent.e.s publics sur leurs arrêts maladie, à travers des restrictions accrues ou des pertes de droits.

Cynisme absolu : ce sont précisément les conditions de travail dégradées – surcharge, manque de moyens, pressions constantes – qui conduisent à une explosion des arrêts pour épuisement ou maladie.

En sanctionnant les agent.e.s déjà affaibli.e.s, le gouvernement ne règle pas le problème, il l'aggrave. Nous exigeons l'annulation pure et simple de ces mesures inhumaines et le maintien d'une prise en charge totale des congés maladie.

Face à ce projet destructeur, une autre vision est possible

Nous exigeons une Fonction publique qui défende l'intérêt général :

- **Des moyens humains et financiers renforcés pour permettre un travail digne et efficace.**
- **L'abandon des privatisations et externalisations dans les services publics.**
- **La revalorisation immédiate des salaires, indexés sur l'inflation.**
- **La défense du statut de fonctionnaire, garant de la qualité et de l'indépendance des missions.**
- **L'abrogation de la réforme des retraites, du jour de carence, et des projets visant à pénaliser les arrêts maladie.**

Le 5 décembre : refusons la casse sociale

Ce combat ne concerne pas que les agent.e.s des services publics : il s'agit de préserver une société solidaire, égalitaire et respectueuse des droits fondamentaux.

Les services publics sont le patrimoine de celles et ceux qui n'ont rien. Ne les laissons pas disparaître.

La CGT IP 67 sera à vos côtés pour défendre nos missions, nos valeurs et nos droits, le 5 décembre elle sera en mobilisation dans la rue. Ensemble, résistons pour ne pas céder.

A strasbourg, le 2 décembre 2024

La section locale CGT IP 57/67